

La constitution hongroise a été signée lundi dernier par le Président de la République Pál Schmitt qui la considère comme le premier pas décisif vers l'avenir. Voici un petit aperçu des différentes analyses des journaux hongrois face à cet événement.

Selon le site d'informations *Index.hu*, le président de la République cherche à préciser que le mouvement de réformes du pays n'est pas réservé à la majorité, en soulignant que quiconque souhaitant faire partager son avis, son expertise à propos de l'avenir est invité à prendre part à l'élaboration des réformes qui vont suivre.

De son côté, le *Népszabadság*, proche de l'opposition socialiste, se pose une toute autre question : « Est-ce que le Président a au moins réfléchi un peu ? ». Cette question est justifiée par le fait que le Président a signé la Constitution lundi dernier, soit une semaine seulement après le vote du Parlement, en la qualifiant de « européenne, nationale, moderne et tolérante ». *Népszabadság* semble également vouloir montrer que l'opposition à la constitution n'est pas seulement le fait de députés MSzP, LMP ou de politiciens étrangers intrusifs.

Le quotidien de centre-gauche surprend en recueillant les propos du député européen Lajos Bokros, proche du MSzP mais aussi des libéraux-conservateurs et représentant de l'institut de recherche Réforme et Liberté. Selon ce dernier, cette nouvelle constitution représente un « exemple dissuasif » (ou contre-exemple) dans l'histoire des développements constitutionnels européens. Le Fidesz a adopté une stratégie du « winner takes it all » (le vainqueur remporte tout) et si la constitution n'est pas exactement le produit exclusif du parti majoritaire, ses fondements sont ancrés dans son idéologie. En conséquence, il trouve normal que tout démocrate lève la voix contre une telle constitution. En donnant la parole à Lajos Bokros, le quotidien montre que la politique du Fidesz n'est pas seulement critiquée à gauche, mais aussi chez les libéraux-conservateurs.

Loin de faire l'unanimité, la nouvelle constitution est contestée chez les démocrates. C'est aussi ce que *Népszabadság* montre en rapportant les déclarations de l'ONG Amnesty International : « *la constitution hongroise est une offense aux droits de l'homme* », en particulier à cause de ses lacunes en termes de droits des femmes, à l'autodétermination, à l'égalité des chances, de condamnation de la discrimination raciale, sexuelle et religieuse.

A l'opposé, le quotidien conservateur, indéfectible soutien du Fidesz, *Magyar Nemzet*, présente cette nouvelle constitution sous un autre angle : la journaliste Zsuzsanna Körmendy veut rompre avec les critiques de « constitution partisane » et de « constitution illégitime ». Pour elle, l'heure n'est plus aux plaintes, aux critiques mais à la joie de voir la nation rassemblée autour de cette nouvelle constitution. Comme le disaient les hommes politiques – de gauche, précise-t-elle – lors des tables rondes de 1989, la Constitution communiste modifiée ne devait être que transitoire. Peu importe les critiques de « *Monsieur Kiss, Monsieur Nagy, Mme Smith ou Herr Schulz [références aux critiques de l'opposition et des autres pays européens]*, l'important est que la Hongrie a adopté sa propre constitution, et ce de manière démocratique ». Mme Körmendy rappelle la majorité qualifiée obtenue au Parlement, ainsi que l'enquête d'opinion menée auprès des citoyens.

L'hebdomadaire *Heti Válasz*, proche du gouvernement, se désole des dures critiques venues de l'étranger, en particulier d'Allemagne et d'Autriche et relate les propos de l'ancien président László Solyom qui compare la nouvelle constitution au nouveau Théâtre national : rien de moderne à première vue, éclectique dans sa réalisation, mais qui peut donner du bon « théâtre » si elle est conduite par de bons acteurs, un bon metteur en scène et une bonne pièce.